

Réformer les institutions bruxelloises au service d'un véritable projet de ville

“ Bruxelles doit proposer à ses habitants et particulièrement à sa jeunesse un nouveau modèle prenant en compte la diversité des cultures, des langues et des modes de vie. ”

Le Premier bruxellois, Rudi Vervoort, a choisi de faire sa rentrée sur l'institutionnel. Très bien, Ecolo plaide depuis des lustres pour une simplification drastique des institutions bruxelloises au profit d'une meilleure lisibilité pour le citoyen et d'une plus grande efficacité. Cette sortie nous laisse cependant circonspects, car la réforme promue par Monsieur Vervoort ne semble pas du tout répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux que connaît notre ville. Pour nous, écologistes, c'est en effet moins de l'avenir des institutions bruxelloises elles-mêmes qu'il faut s'inquiéter que de leur capacité à servir une vision de la ville, nourrir un projet commun, répondre à des besoins concrets.

Les institutions bruxelloises sont complexes. Trop complexes. La plupart des citoyens bruxellois ne connaissent ni ne comprennent les institutions qui les gouvernent, ce qui pose un problème démocratique et d'éloignement entre citoyens et politiques. Par ailleurs, les processus décisionnels s'avèrent trop souvent particulièrement longs et fastidieux. Que l'on pense, par exemple, à la petite enfance, la jeunesse, la santé, la politique sociale ou encore la formation professionnelle, on se retrouve avec des compétences éclatées entre la Région, les trois commissions communautaires (COCOM, COCOF et VGC) et les Communauté (Française et Flamande). Alors, oui, supprimons déjà les commissions communautaires pour les intégrer au sein de la Région bruxelloise : une seule Assemblée parlementaire et un seul Gouvernement pour gérer ce qui concerne directement et exclusivement les Bruxellois. Cela serait plus efficace, plus lisible et permettrait un meilleur contrôle démocratique. Cela casserait aussi **l'apartheid politique** entre francophones et néerlandophones à Bruxelles et ouvrirait la porte à **des listes bilingues aux élections**. Mais la complexité institutionnelle Bruxellois relève de nombreux autres enjeux...

Moins de Communes et plus de Région !

Les Communes bruxelloises sont souvent financièrement exsangues et bien en mal de supporter leur propre politique. Les Bruxellois sont eux confrontés à des différentiels de traitement assez incompréhensibles suivant qu'ils habitent dans telle ou telle commune de la Région. Des services de proximité doivent être préservés, mais la place des communes au sein de la Région doit être posée : quel sens leur donner, au profit d'un meilleur service à la population ? Comment les faire évoluer ? Comment mieux articuler les politiques communales entre elles et avec les politiques

régionales ?

Quel est le sens en effet pour une commune de porter seule la charge d'un complexe sportif ou d'une piscine ? Quel est le sens d'y pratiquer des tarifs différents en fonction qu'on est ou non résident de telle ou telle commune ? Pourquoi ne pas proposer une complémentarité d'horaire et d'offre entre différentes implantations sportives locales bruxelloises. Un petit exemple très concret et illustratif de l'incompréhensible morcellement des services aux bruxellois... On est bien au au-delà de la seule question du nombre d'échevins qu'évoquait récemment le Ministre-Président Rudi Vervoort, sans rien remettre d'autre en question..

Une Région multilingue : un enseignement et une politique Culturelle qui doivent suivre

Allons encore un cran plus loin. Les règles de répartition des compétences en matière culturelle ont été conçues dans une perspective communautaire unilingue. Elles sont dès lors en décalage complet tant avec la réalité institutionnelle que sociologique de la capitale et son caractère bilingue, voire multilingue. Ce cloisonnement communautaire, au sens institutionnel du terme, rend tout projet de collaboration entre acteurs culturels bruxellois des deux Communautés particulièrement difficile alors qu'ils sont voisins, attirent un public commun et poursuivent des démarches artistiques parfois similaires. Face à ce constat, Ecolo propose de transférer à la Région bruxelloise les compétences culturelles bi-communautaires d'intérêt régional. Cette notion inscrite pour la première fois dans les textes de la VIème réforme doit à présent être considérablement élargie pour englober notamment la compétence en matière de **télévision régionale bilingue** ou la création de **bibliothèques bilingues** dans notre capitale. En pleine crise identitaire, Bruxelles doit en effet proposer à ses habitants et particulièrement à sa jeunesse un nouveau modèle prenant en compte la diversité des cultures, des langues et des modes de vie. Nous plaçons aussi pour que la Région soit compétente pour mettre en place à Bruxelles **un réseau d'écoles bilingues** (une compétence actuellement fédérale...) : elle le ferait d'abord dans les quartiers soumis à forte pression démographique et en misant sur des projets pédagogiques novateurs et adaptés

Bruxelles est aujourd'hui une ville cosmopolite, jeune, dynamique. La visage de notre capitale a profondément changé. Les écologistes défendent la construction d'une communauté bruxelloise qui réunit les gens au-delà de leur langue ou de leur culture, qui construit des alliances, qui se base sur les besoins concrets de ses citoyens. C'est au travers de cette réalité et avec ces objectifs que nos institutions doivent être revisitées, urgemment. Les institutions doivent être au service des habitants : c'est encore trop souvent l'inverse.

Zakia Khatabi - Co-Présidente Ecolo
Arnaud Pinxteren - Co-Président Ecolo Bruxelles